

QUOI DE NEUF

Le journal des adhérent·e·s d'Île-de-France

SGEN
Cfdt:



Sobriété et transitions





Directeur de la publication

Philippe Antoine

Rédacteur en chef

Philippe Antoine

Maquette

Rémi Roudeau

Une

Antoine Ripaux

Comité de rédaction

Vincent Albaud

Jean-Pierre Bailis

Xavier Boutrelle

Béatrice Casanova

Évelyne Clavier

Aude Paul

Rémi Roudeau

Florent Ternisien

Impression

DUPLIPRINT MAYENNE

733 rue Saint Léonard

53100 Mayenne

ISSN

1953-6712

CPPAP

1126 S 08060

Sgen-CFDT Académie de Versailles

23 place de l'Iris

92400 Courbevoie

versailles@sgen.cfdt.fr

Imprimé sur papier recyclé
avec des encres végétales

CONTACTS

Confédération

URI CFDT ILE DE FRANCE

78 Rue de Crimée

75019 PARIS

01 42 03 89 00

contact@iledefrance.cfdt.fr

Fédération

FEDERATION DES SYNDICATS GENERAUX

DE L'EDUCATION NATIONALE

47 Avenue Simon Bolivar

75950 PARIS CEDEX 19

01 56 41 51 00

sgen@cfdt.fr

Syndicats

Recherche EPST

contact@epst-sgen-cfdt.org

Administration centrale

administration-centrale@sgen.cfdt.fr

Académie de Créteil

11/13 rue des Archives

94010 CRÉTEIL cedex

01 43 99 58 39

creteil@sgen.cfdt.fr

Antenne 77 (Melun) · 01 64 64 00 22

77@sgen.cfdt.fr

Antenne 93 (Bobigny) · 01 48 96 35 07

93@sgen.cfdt.fr

Antenne 94 (Créteil) · 01 43 99 12 40

94@sgen.cfdt.fr

Académie de Paris

7/9 rue E. Dehaynin

75019 PARIS

01 42 03 88 86

paris@sgen.cfdt.fr

Académie de Versailles

23 place de l'Iris

92400 COURBEVOIE-La Défense

01 40 90 43 31

versailles@sgen.cfdt.fr

Antenne 78 (Trappes) · 01 30 50 89 82

78@sgen.cfdt.fr

Antenne 91 (Évry) · 01 60 78 37 34

91@sgen.cfdt.fr

Antenne 92 (La Défense) · 01 40 90 90 88

92@sgen.cfdt.fr

Antenne 95 (Cergy) · 01 30 32 67 55

95@sgen.cfdt.fr

ED!TO

UN RYTHME INSOUTENABLE ?

p 4

SUPER-HÉROS ?

p 5

UNE OASIS DE BIEN-ÊTRE DANS
LES ÉCOLES ET LES COLLÈGES PARISIENS

p 6

BIEN-ÊTRE ET GOUVERNANCE

p 8

COMMENT S'ENGAGER CONCRÈTEMENT ?

p 10

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

p 12

DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE RÉUSSITE
FONDÉE SUR LES BONNES VOLONTÉS ?

p 13

LE PARC DU GÂTINAIS AU CŒUR
DES DÉFIS POUR DEMAIN

p 14

PHOTOREPORTAGE

p 16

Sobriété et transitions

Vous l'avez sans doute remarqué : c'est l'été ! Ah, l'été... Le soleil, les loisirs, les vacances.

L'été c'est aussi désormais la période de l'année où le climat vient nous rappeler le plus sèchement que nos modes de vie ne sont plus vraiment soutenables. Fortes chaleurs, manque d'eau, risques naturels accrus : l'Île-de-France n'est pas épargnée, loin de là, par les aléas qui perturbent nos étés et semblent chaque année un peu plus s'intensifier. C'est une Région qui y est par ailleurs particulièrement vulnérable. Une récente étude réalisée par des chercheurs britanniques a ainsi identifié Paris comme étant la ville d'Europe avec Amsterdam où le risque de mortalité serait le plus élevé face à des températures extrêmes.

L'été c'est aussi l'occasion de débrancher. Mettre fin, temporairement, au rythme effréné qui nous a accompagné toute l'année et qui semble caractériser la vie professionnelle d'un nombre toujours plus grand de personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur. Cette frénésie permanente dans laquelle baigne notre activité, de septembre à juin, et qui nous invite à jongler sans cesse entre des urgences très urgentes et autres séquences de surchauffe... Voici donc le moment de regarder dans le rétroviseur et de se demander si tout cela est bien raisonnable.

En ce chaud mois de juin le président de la République a plaidé, en direct du salon de l'aviation au Bourget, pour une « sobriété raisonnable » et fustigé une « sobriété punitive ». Étant donné qu'il serait sacrément punitif pour notre environnement et l'ensemble des espèces de continuer ainsi, comment ne pas en conclure qu'il est urgent d'aller vers beaucoup plus de sobriété ? Continuer à appuyer sur l'accélérateur voilà qui semblerait au contraire bien irraisonnable.

Alors, pour que le bien-être et la promotion de la santé ne se résument pas à des vœux pieux, ce 62^{ème} numéro de **Quoi de Neuf** vous propose de ralentir le pas. De l'école à l'université, en passant par l'intendance, dressons le constat des impasses actuelles, disons stop aux cadences infernales, à l'exploitation déraisonnée de nos ressources. Allons à la rencontre de celles et ceux qui cherchent à inventer des lendemains vivables, durables, plus calmes, plus doux et plus sobres. *Vous venez avec nous ?*

Florent Ternisien

ENTRETIENS

POINT DE VUE

REVENDICATIF

UN RYTHME INSOUTENABLE ?

L'année scolaire qui s'achève a été l'occasion d'expérimenter, pour tout le monde, l'année de terminale telle qu'elle a été conçue dans la réforme Blanquer-Mathiot.

Comment a-t-elle été vécue par les élèves ?



Lauriane Daubigné, vidéo - PES-CAAP
Picasso Fontenay sous bois 2019

Évoquer l'année de terminale c'est désormais séparer deux périodes bien distinctes et poser forcément la question des rythmes : celui des apprentissages, celui des épreuves et étapes obligées mais aussi et surtout celui avec lequel on vit et traverse cette année charnière.

La première période est un marathon couru à la vitesse d'un sprint, de début septembre à la fin du mois de mars. Pour

Adem : « ce fut vraiment sept très gros mois, avec beaucoup de pression, et où la charge de travail était immense pour un simple élève de terminale. Tenir la route a réellement été une épreuve. » **Melvina** abonde dans son sens « Cette année a été la plus dure de tout le lycée, ce qui est normal à cause du bac. Cependant je regrette un rythme trop intense jusqu'à mars. C'était une énorme course pour finir les chapitres de spécialités convenablement Le temps donné aux professeurs est insuffisant pour finir le programme établi pour le bac de mars. »

Comment garder un bon équilibre entre l'école et ma santé mentale ?

Parmi les étapes obligées de cette nouvelle année de terminale, Parcoursup joue un rôle essentiel, pas toujours bien vécu, comme l'indique **Mélina** : « J'ai globalement ressenti une très grosse pression tout au long de l'année car je pensais constamment à Parcoursup et au fait que toutes nos performances soient épiées. » Un constat que partage **Nourdine** : « durant la période d'inscription Parcoursup j'ai ressenti une certaine pression : mes résultats sont-ils suffisants ? Est-ce que je vise réellement la voie qui me correspond ? J'ai senti que beaucoup d'autres élèves resentaient cette même pression. » Pour traverser ce tourbillon, mieux vaut être bien entouré, comme le signale **Adem**

« L'année dernière, j'avais l'impression d'être en burn-out tellement mon esprit était tourné vers l'école. Cette année, j'ai réussi à garder un bon équilibre entre l'école et ma santé mentale. C'était une nécessité, sinon je n'aurais pas eu la possibilité de tout concilier. Avoir beaucoup de gens autour de moi qui m'ont supporté et qui m'ont apporté toute leur aide a été un facteur bénéfique pour ma réussite. »

A la fin du mois de mars ont lieu les épreuves de spécialités du baccalauréat alors qu'en parallèle les dossiers pour Parcoursup sont finalisés. Vient ensuite le temps du grand relâchement. « Après ces épreuves il y a eu un changement radical, note **Nourdine**. Une baisse de motivation importante de mes camarades ainsi que de moi-même car pour la plupart, étant donné que les notes de spécialités étaient tombées, nous savions que nous avions d'ores et déjà le bac. Cette baisse de motivation s'est fait ressentir dans l'implication au sein des cours. Je trouve cela dommage puisque l'on perd d'un coup la dynamique de travail dans laquelle nous avons évolué pendant 7 mois ». « J'ai été tellement surmenée par les deux premiers trimestres que je n'arrivais plus à travailler au troisième, confirme **Melvina**. Le nombre d'options que j'avais y a participé mais ce fut le cas de la majorité des élèves de mon lycée. »

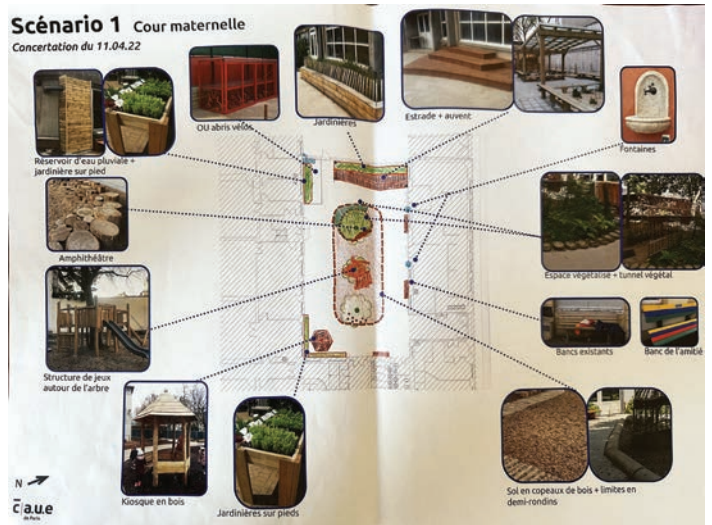
On peut donc reprocher beaucoup de choses à cette nouvelle version de l'année de terminale, mais elle semble un reflet assez fidèle de notre société : une course effrénée à la performance qui laisse bien peu de place au bien-être, quitte à épuiser prématurément les ressources. Et il en va finalement de cette année de terminale comme de nos modes de vie : en l'état elle n'est tout simplement pas soutenable.

Florent Ternisien

UNE OASIS DE BIEN-ÊTRE DANS LES ÉCOLES ET LES COLLÈGES PARISIENS

Les cours oasis se développent depuis quelques années dans les espaces de récréation des écoles et des collèges.

Que sont ces espaces et dans quels buts sont-ils installés ?

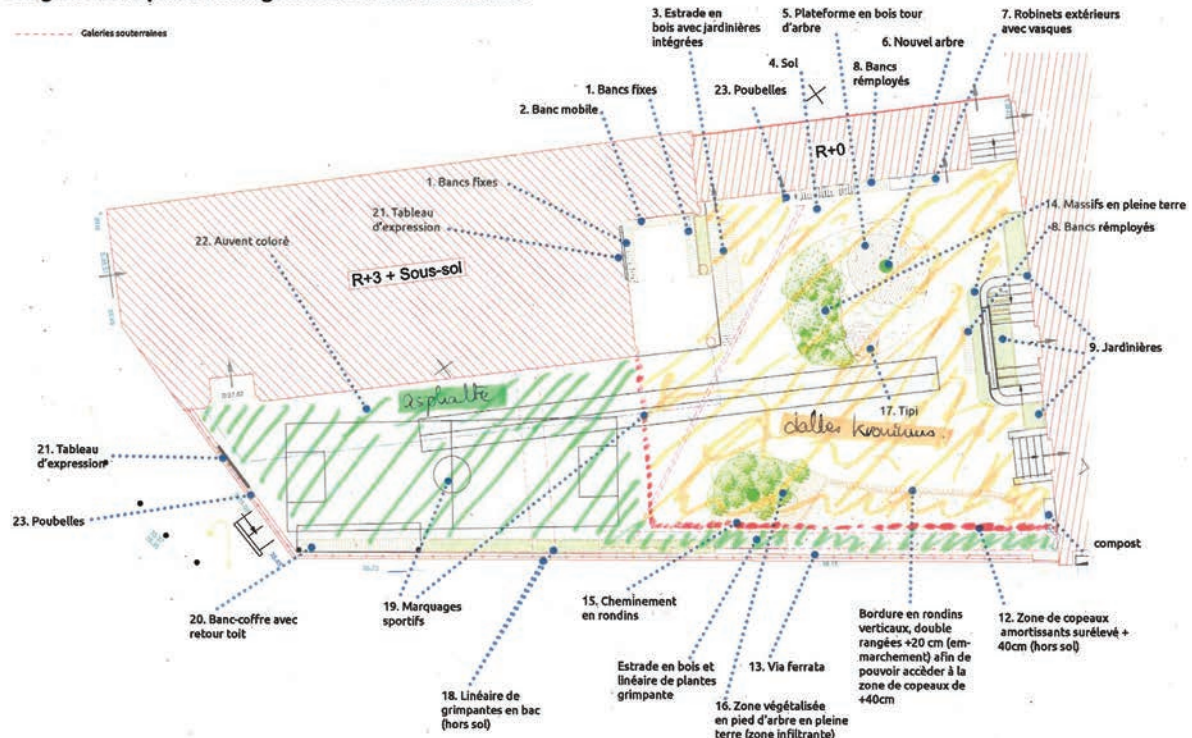


Dans le paysage éducatif de Paris, les établissements scolaires se sont lancés dans une quête du Graal de la détente et du bien-être des élèves : les cours oasis. Ajouter des îlots de fraîcheur au sein des cours bétonnées des établissements scolaires, travailler avec les membres de la communauté à leur élaboration dans un esprit participatif et ajouter des espaces tout à la fois de jeux et éducatifs sont les objectifs fixés à ces nouveaux lieux. Ces espaces magiques peuvent aussi être dédiés à la relaxation. Ils offrent alors de nombreux avantages potentiels, mais soulèvent également

quelques questions, telle « est-ce qu'on peut y installer un hamac ? ».

Les cours oasis, c'est comme un voyage express vers les tropiques sans quitter les murs de l'école. Elles sont aménagées avec soin, avec des coussins moelleux, des tapis de yoga, de la musique douce et même quelques palmiers. Ce sont aussi des lieux d'expérimentations écologiques : plantations comestibles, accueil de la biodiversité... Lieux refuges pour les élèves, elles sont construites pour favoriser l'échange et le partage. Les élèves peuvent s'y

Vue générale du plan d'aménagement de la cour élémentaire



installer pour échapper aux montagnes de devoirs et aux discussions animées concernant les dernières tendances sur les réseaux sociaux.

Installer une cours oasis, ce n'est pas seulement mettre quelques coussins par terre et allumer une bougie parfumée. Non, c'est tout un processus. Il faut créer des espaces calmes et zen, résister à l'envie de les transformer en salle de jeux secrète, et former le personnel enseignant à devenir des experts en relaxation. Imaginez un professeur de mathématiques vous dire : « Maintenant, respirez profondément et laissez tous vos soucis s'envoler avec ce théorème trigonométrique ».

Les cours oasis sont des refuges de détente où les élèves peuvent se ressourcer et recharger leurs batteries. Loin des regards, ils peuvent s'asseoir en tailleur, méditer ou simplement fermer les yeux et rêver. Et soyons honnêtes, les enseignants pourraient aussi profiter d'un peu de temps dans ces oasis. On les imagine bien s'allonger sur un coussin, écoutant le chant des oiseaux en rêvant d'une correction de copies automatique grâce à l'essor de l'intelligence artificielle.

Maintenant, soyons sérieux un instant. Les cours oasis offrent réellement de nombreux avantages. Elles aident les élèves à réduire leur niveau de stress, à améliorer leur concentration et à développer leurs compétences socio-émotionnelles. Les moments de détente et de relaxation sont essentiels pour leur bien-être global et leur réussite scolaire. Elles favorisent aussi les jeux calmes, d'adresse et d'échanges, jouant alors

indéniablement sur le climat scolaire.

Bien sûr, il y a aussi quelques défis à relever. Des défis techniques et budgétaires car ce sont de lourds travaux à engager pour apporter la terre et changer les revêtements de dizaines de mètres carrés. Les premières cours oasis installées ont d'ailleurs connu leur lot de déboires : fuites ou rétention d'eau, prolifération de mousses, surcoût d'entretien... Pour que l'objectif collaboratif soit mené à bien, il est nécessaire d'organiser de nombreuses concertations avec personnels, élèves et parents. Mais quel plaisir de pouvoir participer à l'élaboration de son lieu de travail et de vie. Les contraintes techniques et la réglementation peuvent aussi limiter les possibles et ce sera tout un art pour trouver l'équilibre idoine. D'un point de vue scolaire, certains parents pourraient aussi se demander si leurs enfants ne vont pas en profiter pour faire la sieste toute la journée.

En conclusion, les cours oasis sont un pas vers une éducation plus équilibrée et centrée sur le bien-être des élèves. Elles offrent un refuge de détente, un havre de paix au milieu de l'agitation scolaire. Alors, que vous soyez un élève rêveur, un professeur stressé ou simplement quelqu'un qui aime les coussins confortables, les cours oasis sont là pour vous accueillir. Allez-y, prenez une pause et rechargez vos batteries. Et qui sait, peut-être que vous découvrirez votre nouvelle passion pour le yoga en cours de route.

**Rémi Roudeau
Et ChatGPT**



BIEN-ÊTRE ET GOUVERNANCE

Le bien-être à l'école : simple effet d'annonce pour beaucoup, vrai travail de mise en place pour beaucoup d'autres.

Derrière la contradiction : le modèle de gouvernance ?

assez variées. Le mot possède en effet des sèmes relatifs au plaisir et à la sérénité. Le mot « Santé » renvoie plutôt à l'état normal du corps et de l'esprit, à ce qui est vigoureux ou sain. Prendre en charge individuellement ou collectivement la question du bien-être c'est travailler à la santé mais en admettant la part de subjectivité que le terme contient : on peut en effet ressentir du bien-être en ayant une pathologie ou un handicap.

Promouvoir la santé et Génération 2037

Faire de la promotion de la santé c'est agir de manière concertée à travers trois types d'actions : prévenir, éduquer (pour la santé) et protéger : non seulement cibler des publics pour les informer, mais aussi les rendre acteurs de leur santé, en mettant en place des environnements qui soient favorables. Un objectif ambitieux et louable. Les constats sont terribles : la santé mentale

Santé et bien-être : un objectif de développement durable

L'école se veut désormais promotrice de santé. La signification du mot « santé » est ici celle de l'OMS qui est passée d'une définition centrée sur l'Homme à une définition élargie de santé globale : *One health*, humains, animaux, environnement. Elle fait de la santé une ressource dont il faut prendre soin individuellement et collectivement. Cela correspond à l'objectif

de développement durable n°3 : « Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges ».

Le terme de « bien-être » qui signifie en français la satisfaction, jamais définitive, des besoins physiques, sociaux, mentaux voire spirituels, est ainsi quasi interchangeable avec celui de santé.

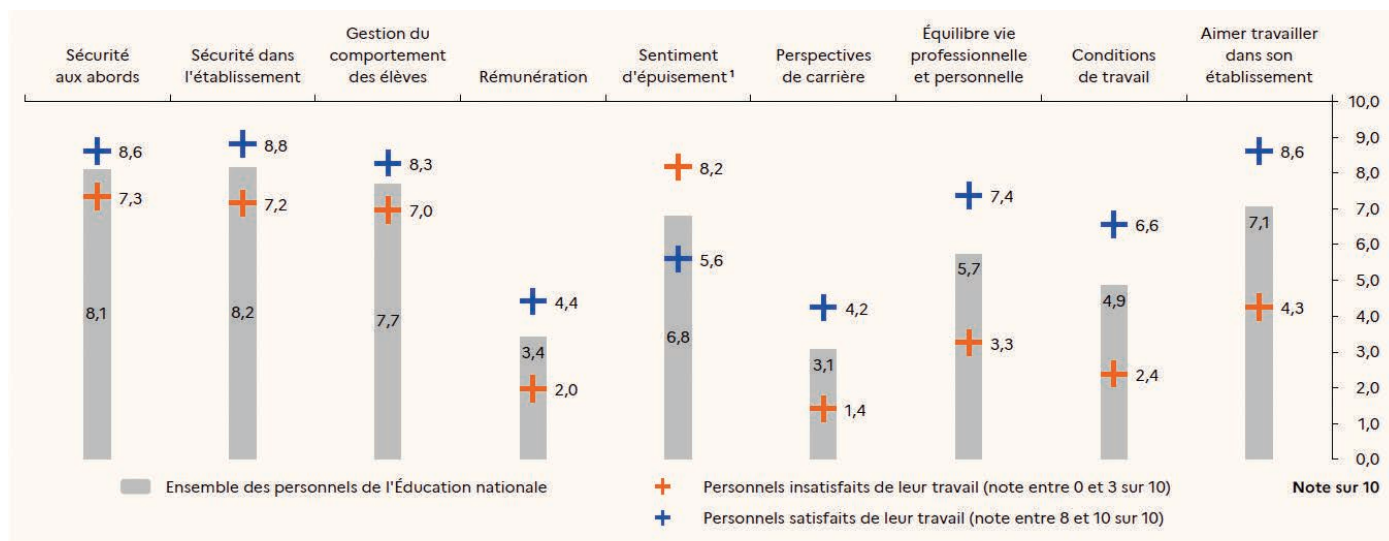
Si on interroge, cependant, sur la signification du terme de « bien-être », les réponses sont toujours

Prendre en charge individuellement ou collectivement la question du bien-être c'est travailler à la santé mais en admettant la part de subjectivité que le terme contient

Ce décalage sémantique peut très vite devenir un sujet d'incompréhension entre interlocuteurs. Il n'empêche que la promotion de la santé et donc la question du bien-être s'imposent désormais à l'école et c'est une bonne chose.

des élèves dans le primaire comme dans le secondaire n'est pas bonne. Le constat est d'ailleurs le même dans le supérieur.

Le levier principal de développement de l'éducation pour la santé, ce sont les



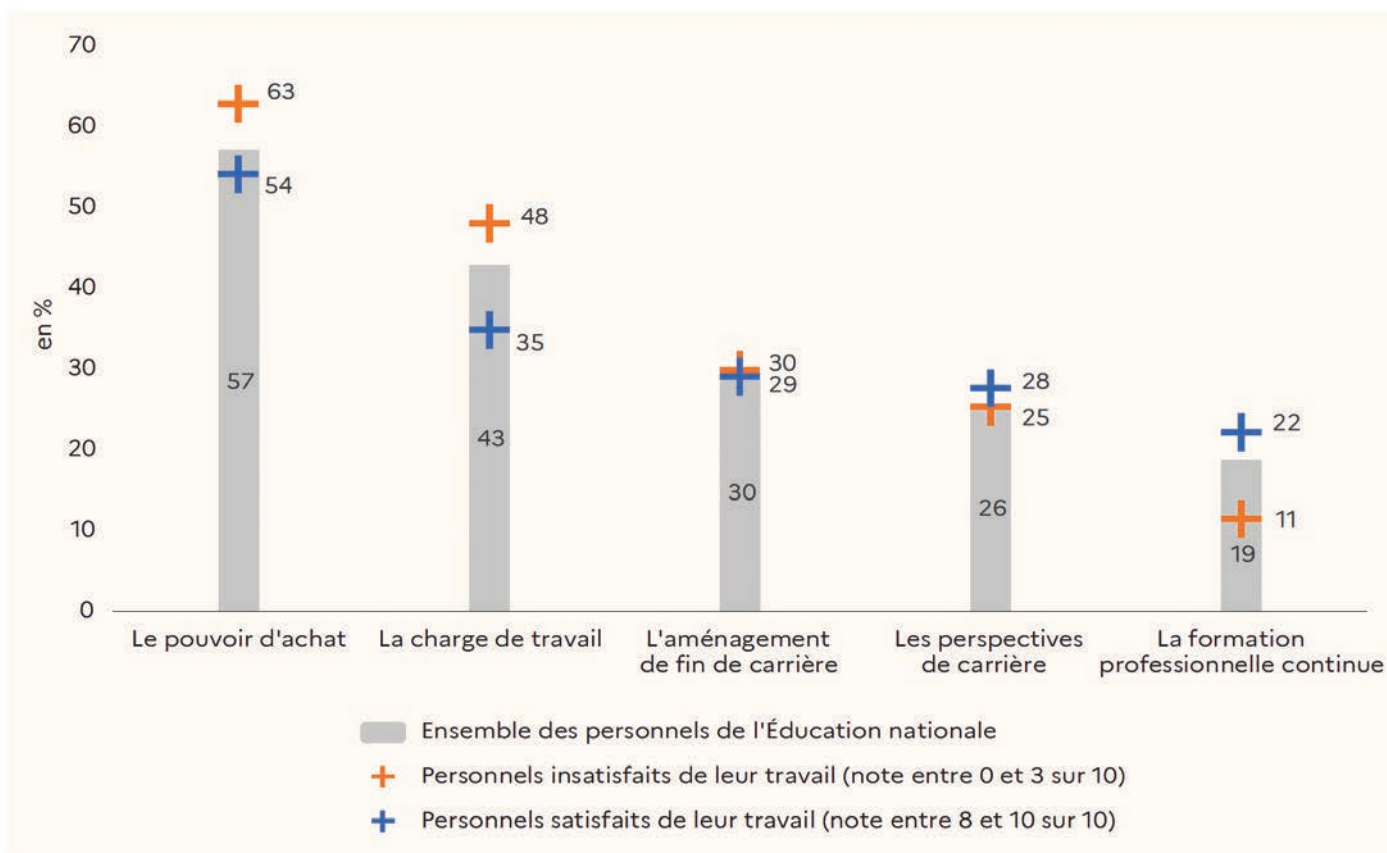
1. Sentiment d'épuisement : la note est attribuée en réponse à la question « Dans quelle mesure les sentiments suivants s'appliquent-ils à votre expérience professionnelle actuelle ? Épuisement ». 0 signifie qu'il ne s'applique pas du tout, 10 signifie qu'il s'applique tout à fait.

Lecture : les personnes ayant évalué leur satisfaction dans leur travail en général entre 0 et 3 sur 10 (qui représentent 15 % de l'ensemble des personnels), évaluent en moyenne à 7,3 sur 10 la sécurité aux abords de l'établissement, contre 8,1 sur 10 pour l'ensemble des personnels et 8,6 sur 10 pour les personnels évaluant leur satisfaction dans leur travail en général entre 8 et 10 sur 10 (qui représentent 25 % de l'ensemble des personnels).

Champ : personnels de l'Éducation nationale exerçant en école ou en établissement scolaire.

Source : DEPP, Baromètre du bien-être au travail des personnels de l'Éducation nationale, 2022.

Réf. : Note d'Information, n° 22.31. DEPP



Lecture : 57 % des personnels déclarent que le pouvoir d'achat fait partie des trois domaines prioritaires à améliorer pour l'exercice du métier parmi une liste de 14 domaines proposés. C'est le cas de 54 % des personnels évaluant leur satisfaction par rapport à leur travail entre 8 et 10 sur 10 (qui représentent 15 % de l'ensemble des personnels) et de 63 % de ceux qui évaluent leur satisfaction par rapport à leur travail entre 0 et 3 sur 10 (qui représentent 25 % de l'ensemble des personnels).

Champ : personnels de l'Éducation nationale exerçant en école ou en établissement scolaire.

Source : DEPP, Baromètre du bien-être au travail des personnels de l'Éducation nationale, 2022.

Réf. : Note d'Information, n° 22.31. DEPP

compétences psychosociales (CPS). L'instruction interministérielle d'août 2022 Génération 2037 prévoit de les déployer sur l'ensemble des territoires afin que les élèves bénéficient d'un accompagnement complet en CPS de la maternelle au lycée. L'ambition concerne aussi les parents. Les académies se mettent au travail, cinq d'entre elles sont pilotes sur la question, dont l'académie de Créteil. Le travail est considérable.

Reste qu'il ne peut être question du bien-être des élèves sans qu'il soit question de celui des personnels ! C'est d'ailleurs reconnu officiellement.

Baromètre du bien-être et gouvernance

En 2022, le ministère de l'Éducation nationale a publié les résultats du Baromètre du bien-être au travail de ses personnels exerçant en établissement scolaire. Un indicateur cernait les « domaines à améliorer prioritairement pour l'exercice du métier ». Arrivaient en tête du classement, et par ordre : le pouvoir d'achat, la charge de travail, l'aménagement des fins de carrière.

Que dire en cette fin d'année scolaire 2022-2023 ?

Une revalorisation a été mise en place. Il n'est pas question ici de l'ignorer. Mais il

est d'ores et déjà acquis qu'elle est clairement insuffisante au vu du tassement impressionnant du pouvoir d'achat des métiers de l'enseignement ces 20 dernières années.

L'épisode retraites s'est soldé par une fermeture absolue de tout débat sur les fins de carrière dans notre champ professionnel.

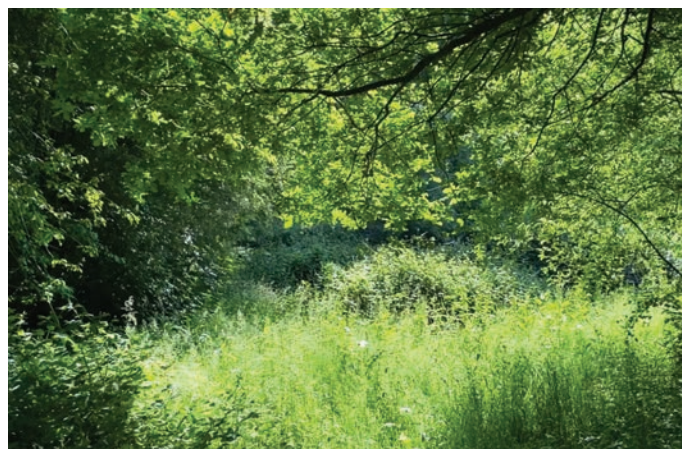
Quant à la charge de travail, le gouvernement vient de proposer le « PACTE ». Le message est très clair : à charge de travail volontairement accrue, meilleur rendement des heures à faire en plus du service. Dans une période où tous les niveaux jusqu'à l'INSPé ont été ou sont réformés.

Pour beaucoup, l'objectif de développement durable n'est malheureusement pas sensible, mais la maltraitance institutionnelle, elle, est à l'œuvre.

**Philippe Antoine,
ex-mandaté CHSCT,
mandaté F3SCT**

COMMENT S'ENGAGER CONCRÈTEMENT ?

*Avec Sophie Szopa,
chimiste de l'atmosphère et
vice-présidente en charge
du Développement soutenable
à l'université Paris-Saclay
et
Youssef Ettaï,
responsable administratif
du service dédié
à la responsabilité sociétale
et au développement
durable à Paris Nanterre.*



Quel est l'intérêt de relier formation et transition écologique ?

SZ : Il y a aujourd'hui deux grands enjeux : faire comprendre à l'ensemble de la population la gravité des impacts induits par nos activités et mettre en œuvre la transition, ce qui demande des savoir-faire très précis. Ceux-ci concernent des métiers très techniques, nécessaires, par exemple, au déploiement des énergies renouvelables ou à la restauration d'espaces naturels, mais également la manière d'exercer de la gestion, de l'expertise, de l'accompagnement de politiques publiques... Les deux axes exigent de faire évoluer la formation tant initiale que continue.

YE : Les étudiantes et étudiants d'aujourd'hui sont les acteurs économiques de demain, ils doivent disposer de connaissances établies scientifiquement pour comprendre le défi climatique qui est devant nous. Le choix de leur futur employeur peut être questionné à l'aune de son impact environnemental. Une part significative d'entre eux est consciente de l'urgence de changer nos comportements pour un avenir vivable. L'enjeu est donc de mieux connaître pour mieux agir et de choisir le modèle de société que nous voulons.

Comment sensibiliser les générations de demain ?

SZ : La transition repose sur la génération actuelle plus encore que sur celle de demain et c'est tout l'enjeu de la formation continue. Les rapports scientifiques internationaux du GIEC sur le changement climatique et de l'*Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services* (IPBES) sur l'érosion de la biodiversité démontrent clairement que les modes de production de l'énergie, des biens, de l'alimentation actuels causent des dommages irréversibles sur l'environnement, avec des conséquences lourdes pour l'ensemble du vivant mais aussi pour nos sociétés (pertes de récoltes, d'infrastructures, déplacement de population...). Ces dernières années, les programmes scolaires ont évolué pour faire une place croissante à ces enjeux. Certains établissements d'enseignement

supérieur ont également pris l'initiative de développer des formations (pluridisciplinaires et diffusées très largement en premier cycle ou plus spécifiques à certains enjeux s'agissant des deuxièmes cycles). Ces formations de premier cycle vont être rendues obligatoires à la rentrée 2025 pour tous les étudiants. Néanmoins, les actions en faveur de la transition écologique doivent dès aujourd'hui se renforcer pour permettre à la France d'être sur la trajectoire des engagements de l'Europe. C'est donc bien la génération de décideurs actuels et l'ensemble des citoyens qui doivent comprendre les enjeux et leviers d'action à leur niveau.

YE : La ministre de l'enseignement supérieur a engagé les établissements à intégrer une formation à la transition écologique pour l'ensemble des étudiants de licence dans un continuum avec les enseignements du primaire et du secondaire. La jeunesse est prescriptrice en matière de mode de consommation auprès des adultes mais il faut veiller à ne pas entretenir une éco-anxiété qui rendrait le futur angoissant au point de nous transformer en consommériste du quotidien, en jouisseur de l'immédiateté. Les recettes prônées par certains auteurs à succès comme Jancovici ne peuvent pas fonctionner dans une société démocratique moderne. Il s'agit pour l'État, les collectivités territoriales, les acteurs économiques, et les corps intermédiaires de faire leur propre bilan en termes d'émission de gaz à effet de serre : de proposer par exemple des alternatives au véhicule individuel en développant l'offre de transports publics. Voire en la rendant gratuite par moments. Nous avons besoin d'un mode de production moins productiviste, d'alimentation locale, en repensant nos modes de vie. Si l'ensemble des pays du monde vivait comme nous, il nous faudrait plusieurs planètes. En réalité la transition écologique interroge notre rapport à l'existence : doit-on (sur)consommer pour exister socialement ?

Quelle est votre expérience ?

SZ : J'ai eu la chance de participer à l'élaboration du rapport du GIEC évaluant les connaissances sur la physique du



Sur le campus de Paris Nanterre

climat (sorti en août 2021) et d'en défendre les conclusions principales en séance d'approbation intergouvernementale, c'est-à-dire en présence de délégations des 195 pays membres du GIEC – expérience extrêmement enrichissante quand on est chercheuse en environnement, qui permet d'appréhender les différentes sensibilités et lignes de tension entre les pays sur le sujet. Depuis, j'ai eu l'opportunité d'expliquer régulièrement auprès de publics variés (lycéens, citoyens, députés, hauts fonctionnaires) ce que sont ces évaluations scientifiques et ce qu'elles disent de la gravité de la situation et de l'urgence à agir.

Ce travail de médiation scientifique est indispensable pour bien comprendre les points de blocage dans la compréhension des enjeux ou les freins à agir. Cela nourrit ma façon de voir l'enseignement autour de ces enjeux. Je participe depuis trois ans à une formation que nous avons montée à l'université Paris-Saclay sur les enjeux de la transition à destination de tous les étudiants en deuxième année de licence. Elle a donné lieu à un ouvrage en accès libre (<https://urlz.fr/l4ul>) et a permis de former plus de 5 000 étudiants.

Mieux connaître pour mieux agir.

YE : Je suis responsable administratif d'un service universitaire dédié à la responsabilité sociétale et au DD depuis bientôt 4 ans. L'une de nos missions est de sensibiliser les étudiantes et étudiants à la transition en leur donnant l'occasion de s'engager concrètement. Nous proposons des ateliers de jardinage ou d'apiculture pour faire découvrir les enjeux de préservation de la biodiversité. Nous encourageons les mobilités douces en faisant la promotion du vélo (atelier de remise en selle, ateliers d'auto-réparation animés par un association d'insertion professionnelle). La question de l'eau va devenir prégnante : nous distribuons des gourdes en verre pour limiter le gaspillage et l'usage du plastique. Nous facilitons l'économie circulaire en donnant

les objets dont nous n'avons pas ou plus l'utilité, c'est le sens de la plateforme universitaire de réemploi que nous lançons à la rentrée prochaine.

De quoi avons-nous besoin ?

SZ : Les expériences qui impliquent les citoyens dans les prises de décision sont extrêmement intéressantes, dès lors qu'elles débutent par une solide formation. J'ai pu suivre l'expérience du Grand Défi qui a permis l'émergence de 100 propositions de salariés pour leurs entreprises. Au-delà, le processus a été véritablement transformant pour les salariés impliqués dans l'exercice. Cela ne signifie pas que tout doit venir des citoyens, ne serait-ce que parce qu'une partie des solutions est bien identifiée et demande une certaine technicité pour être mise en œuvre, mais l'implication de la population dans la prise de décision est indispensable à l'acceptabilité des solutions et à la mise en œuvre de politiques qui ne soient pas pénalisantes et trouvent une véritable adhésion une fois déployée.

YE : Réaliser son propre bilan carbone sur un site fiable comme « nos gestes climats » pour se rendre compte que les principales causes d'émission de gaz à effet de serre tiennent à des choix de société, avec un modèle productiviste à bout de souffle. Doit-on manger autant de viande, la rouge en particulier, pour être en bonne santé ? La question des conditions sociales de production à l'autre bout de la planète pour la *fast fashion* ou du bien-être animal ne peut plus être éludée. Se poser les bonnes questions sur la finalité de nos déplacements, voyager différemment. Redécouvrir ce qui est proche. Relocaliser et se recentrer sur l'essentiel : c'est à la portée de chacune et de chacun, sans oublier la contribution des scientifiques du climat mais également des sciences humaines et sociales.

**Propos recueillis
par Philippe Antoine**

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

**Créée en 2020,
l'Université Gustave Eiffel (UGE)
déploie un modèle innovant
Université/grandes écoles/
organisme de recherche
dont l'ambition est
de transformer
la vie et les villes.**

Engagée sur la thématique des villes durables, notre université représente à elle seule un quart de la recherche nationale sur ce sujet et contribue à créer *in fine* un avenir sociétal et environnemental meilleur.

Ainsi en 2021, l'UGE s'est engagée au sein de la COP21 étudiante et a signé l'accord de Grenoble. Cet accord est le fruit d'un travail de synthèse qui s'appuie notamment sur les contributions des groupes de travail composés de représentants d'établissements d'enseignement supérieur dont notre université. Il a pour ambition d'être un document structurant pour l'intégration des enjeux de transition socio-écologique dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

La naissance de notre université a été également marquée en 2021 par la parution du sixième rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC). Les conclusions de ce rapport nous motivent à redoubler d'efforts afin de limiter les conséquences déjà néfastes sur notre planète, sur notre habitat et donc sur notre vie.

L'année 2022 a été le témoin enfin d'une fragilisation dans l'approvisionnement en énergie fossile due à un contexte international difficile. Le résultat a été la mise en place d'un plan national de sobriété énergétique consistant à réduire la consommation nationale d'énergie de 10 % d'ici fin 2024. Ces événements et ces enjeux ont été à l'origine de la création de la mission Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DD&RS) de notre université. Elle a pour mission

de diffuser le développement durable et la responsabilité sociétale au sein des différentes unités, services et composantes de l'Université et bien sûr, auprès des étudiants. Notre objectif sera d'être labellisée DD&RS en 2024. Chaque année, la mission rédige un rapport résumant le bilan de ses actions et présentant les valeurs des indicateurs associés. Nous prenons donc connaissance, par exemple, de :

- la mise à jour du bilan carbone en cours pour l'année (les deux plus grands postes étant les achats et les déplacements),
- la réalisation de l'empreinte carbone du numérique de chaque campus,
- l'audit et plan d'actions en cours sur la biodiversité de nos campus,
- le bilan de l'Eco-Festival : 1er événement éco-responsable porté par l'université et décliné sur les campus.

De plus, durant l'année 2022, la présidence de l'Université avait demandé à chaque service de proposer des idées afin de réduire notre consommation énergétique. Ces propositions ont été ensuite synthétisées puis formalisées au sein d'un document. Au cours de plusieurs comités techniques puis comités d'action sociale, nous avons débattu de ces propositions et de leur mise en place. Nous avons également travaillé sur notre nouveau règlement intérieur afin de formaliser des semaines de fermeture de plusieurs de nos bâtiments dans un objectif de limitation de la consommation énergétique associée.

Les enjeux sont nombreux. Le temps pour y répondre diminue rapidement. Mais ce sujet est et restera central que ce soit au niveau de nos thématiques de recherche, de la sensibilisation et de l'information réalisées par la mission DD&RS et enfin à travers nos instances, lieu d'échange et de concertation qui témoignent de l'importante mobilisation de nos collègues et étudiants autour du développement durable et de la responsabilité sociétale.

Fabrice Vienne

Nota bene : merci à madame Clémence Garnier, cheffe de mission DD&RS de l'Université Gustave Eiffel, pour sa contribution à cet article.



DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE RÉUSSITE FONDÉE SUR LES BONNES VOLONTÉS ?

Depuis deux ans, au collège Frédéric et Irène Joliot-Curie de Fontenay-sous-Bois (labellisé E3D en 2022), les éco-délégués et deux enseignant-e-s organisent une semaine du développement durable, à destination des 31 classes de l'établissement.

Retour sur une grande réussite.

Cette année, la semaine du développement durable se déroulait l'avant-dernière semaine de juin, juste avant le Diplôme national du Brevet : jeu de l'oie géant pour seize classes de 6^e et de 5^e, marche propre pour huit classes de 4^e et escape game pour sept classes de 3^e, de quoi faire découvrir et faire réfléchir sur les 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Pour Antoine Lamendin, professeur de SVT dans l'établissement co-préparateur de la mise en place de cette semaine, cette série d'actions a notamment pour objectif de montrer aux élèves et aux collègues que « le développement durable ne se cantonne pas au tri des déchets et à la protection des abeilles » et c'est, cette année encore, un pari réussi.

Pour les 6^e et les 5^e, un jeu de plateau géant était disposé à l'entrée du collège et les questions disséminées dans les arbres, les escaliers, etc. De « Combien d'aliments sont gaspillés dans le monde (par seconde) ? » à « Combien il y a d'hectares de forêt en France ? », les élèves ont pu découvrir, par équipes, en une heure, les 17 objectifs de l'ONU.

Les classes de 4^e quant à elles ont eu le droit à un dispositif très différent. Équipé-e-s de sacs poubelles, de gants et de pinces prêtées par la ville, les élèves, accompagné-e-s de leurs professeur-e-s, se sont rendu-e-s dans différents quartiers de la ville pour ramasser des déchets. Si, il faut bien le dire, au début, les élèves traînaient des pieds, elles et ils se sont malgré tout très vite pris-es au jeu, étonné-e-s de trouver autant de déchets sur leurs chemins : mégots, masques, emballages, vêtements, cannettes... La corvée devenant vite, dans plusieurs classes, le concours de l'équipe qui ramasserait la chose la plus improbable et le plus de choses ! Les déchets ainsi collectés ont été ensuite remis à la municipalité et les deux heures de ramassages se sont terminées par un pique-nique, évidemment sans le moindre emballage laissé sur place.

Quant au 3^e, c'était la première fois pour les élèves comme pour les enseignant-e-s qu'elles et ils se livraient à un escape game. Antoine Lamendin avoue que ça a été « une bonne

surprise [dans la mesure où] les élèves ont joué le jeu sans problème ». Disponible sur le site académique des SVT, l'escape game a lui aussi permis de faire découvrir aux élèves toutes les facettes du développement durable.

Si cette semaine a été « un carton », Antoine Lamendin n'en déplore pas moins la lourdeur de la mise en place : alors que l'éducation au développement durable permet « la formation des futur-e-s citoyen-ne-s » au même titre que les programmes disciplinaires, celle-ci n'est pas prioritaire face aux enseignements qui figurent dans l'emploi du temps. Il est également engagé dans la mise en place de l'éducation à la sexualité et, malgré la tenue du Comité d'Éducation à la Santé, à la Citoyenneté et à l'Environnement de début et fin d'année, cela n'en demeure pas moins complexe de mettre en place des séances régulières.

L'éducation au développement n'est pas prioritaire face aux enseignements qui figurent dans l'emploi du temps.

L'école promotrice de santé ne peut se faire sans l'éducation au développement durable et sans l'éducation à la sexualité et donc sans une réelle formation de l'ensemble des personnels. Celles et ceux qui contribuent à leur mise en place devraient être rémunérés afin que les collègues ne fassent plus du bénévolat ou soient pour certain-e-s payé-e-s au moyen d'IMP ou d'HSE dans certains établissements mais pas dans d'autres. Faire face à l'urgence climatique repose en partie sur l'éducation, et il est urgent de prendre soin de celles et ceux qui s'engagent sur ces sujets.

Alaïs Barkate



LE PARC DU GÂTINAIS AU CŒUR DES DÉFIS POUR DEMAIN

*Rencontre avec
Jean-Jacques Boussaingault,
président et
Emmanuelle Guilmault,
directrice
du Parc naturel régional
du Gâtinais.*



© Thierry Houyel-OPP-43

Pouvez-vous présenter le Parc du Gâtinais français, son territoire, ses missions ?

Le Parc représente un territoire cohérent (depuis la confluence des trois vallées de l'Essonne et de la Juine au nord jusqu'aux vallées sèches vers le Loing au sud), il se déploie sur 37 Communes en Essonne et 34 en Seine-et-Marne, 7 Communautés d'Agglomération et de Communes. L'une de ses missions essentielles est d'agir pour la préservation durable des richesses du territoire (il s'agit du premier des trois axes stratégique de sa charte actuelle 2011 - 2026, il se donne également pour objectif de mettre la solidarité et l'environnement au cœur de notre développement (second axe), enfin de mobiliser pour un projet de territoire partagé et innovant (troisième axe). Un parc naturel régional c'est un peu un contrat de mariage entre les collectivités du territoire : il va permettre de déployer sur un temps long des axes prioritaires en lien avec les missions. Concrètement il dispose de zones naturelles avec une forte diversité végétale et des espèces protégées, d'une biodiversité exceptionnelle, il protège des espèces menacées. Nous sommes par exemple très heureux du retour du castor sur son territoire mais aussi de la présence d'oiseaux devenus trop rares comme la huppe fasciée ou le guêpier d'Europe... Le Parc agit en faveur des trames vertes, bleues et noires. Il se donne pour mission de sensibiliser tous les acteurs, et parmi eux les maires et les conseillers régionaux. La troisième charte du Parc que nous élaborons pour la période à venir



© Thierry Houyel-OPP-24

(2026 - 2041) va dans ce sens. Le parc du Gâtinais est le 37ème parc naturel régional du nom, aujourd'hui il y en a 58. Autant d'avancées pour la préservation de l'environnement et un aménagement durable de nos territoires.

Donner envie, convaincre, expérimenter.

Y a-t-il une prise de conscience des urgences ?

Dans les textes oui, les choses sont dites et explicites en terme d'urgence pour une transition écologique, énergétique par exemple : les acteurs en ont conscience, mais force est de constater que les moyens alloués ne sont pas suffisants. Prenons l'exemple de l'énergie : il y a urgence à isoler les habitations, or les moyens ne sont pas au rendez-vous. Sur notre territoire avec les subventions allouées par l'État il nous faudrait environ 100 ans pour mener à bien un programme de réhabilitation des logements et immeubles : les bailleurs sociaux vont être en difficulté pour avancer de façon significative dans le bon sens. Nous avons vu le cas d'une personne sans revenu suffisant qui a mis 3 ans pour réussir à changer ses ouvrants et à isoler sa toiture. Dans ce contexte un objectif ambitieux est inatteignable.

Chaque parc se donne des priorités en accord avec la volonté des élus locaux : il agit aussi pour le développement économique et social de ses habitants en cherchant et en trouvant des partenaires, des financements et par des conventions spécifiques intercommunales.

Les populations sont-elles suffisamment sensibilisées ?

Nous intervenons dans ce sens dans les écoles lorsque les équipes nous accueillent et nous construisons des partenariats sur la base du volontariat. Patrimoine naturel, richesse floristique, espèces rares ou fragiles, réapparition du castor ou du loup, la vie d'une rivière, l'intérêt de l'agroforesterie ou l'importance des haies dans les espaces agricoles : les sujets ne manquent pas, ce qui manque c'est un suivi de l'impact de ces sensibilisations chez les jeunes, nous savons qu'il y a un vrai impact pour les CM1 et CM2 par exemple, mais nous n'avons pas les détails.

La sensibilisation passe aussi par notre journal L'abeille du



parc, ou par de nouvelles démarches comme nos sentiers d'interprétation qui sont des sentiers thématiques dédiés à la forêt, au patrimoine, nous avons aussi un sentier archéologie. Il est important que les visiteurs ne viennent pas dans ces espaces naturels ou forestiers comme on va dans un square, un parc aménagé ou un espace vert. Il faut savoir par exemple que parmi les 17 millions de visiteurs annuels de la forêt de Fontainebleau, la majorité ne va pas évoluer à plus d'un kilomètre de l'emplacement de la voiture. Il y a une sur fréquentation des forêts, y compris privées, qui n'est pas gérée avec des conséquences qui peuvent être compliquées pour la faune, par exemple lorsqu'on court ou qu'on grimpe avec de la musique sur haut parleur. Trop de chiens lâchés en promenade, cela peut aussi être perturbant. Ce qui fait souvent défaut c'est une appropriation du milieu naturel, ce n'est pas évident de sensibiliser mais on s'y efforce.

Avez-vous un exemple de difficulté à laquelle vous devez faire face ?

Pour ce qui est de la préservation du patrimoine naturel, c'est difficile, il y a urgence, l'application du règlement est compliqué, prenons l'exemple des pratiques motorisées : nous sommes passés de 30km à 300km de sentiers interdits à la circulation des engins de loisirs motorisés en 5 ans mais nous avons besoin d'un soutien pour que la réglementation soit respectée. A un moment donné la contractualisation n'est pas suffisante : il faut instaurer un contrôle et de la dissuasion.

Lorsque l'on veut protéger un milieu naturel fragile le réglementaire est important. Nous avons eu le cas avec la destruction de mares qui accueillent des espèces menacées comme l'étoile d'eau. Dans ce type de situation on va appeler l'Office Français de la Biodiversité pour empêcher par exemple le remblaiement d'une mare qui risque de provoquer une inondation ailleurs.

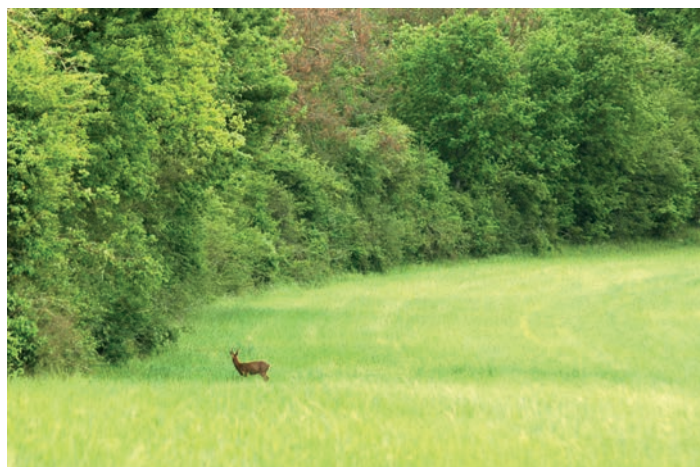
Pouvez-vous parler de l'agroforesterie ?

Le Parc accompagne les projets d'agroforesterie depuis 2014 : en accord avec les agriculteurs ou les éleveurs on plante des arbres sur les parcelles agricoles, ou bien on plante des haies à l'intérieur de la parcelle pour améliorer le sol, en qualité d'humidité notamment. On peut par

exemple associer noisetiers et élevage de cochons de plein air. Aujourd'hui on a une dizaine de convaincus et des agriculteurs qui nous disent : je veux bien essayer, ça fait boue neige mais au tout début on les prenait pour des fous. Nous avons également un nouveau lycée agricole issu de cette expérimentation et une quinzaine de jeunes apprennent l'agriculture autrement.

Il faut être optimiste et prendre du temps, au départ avec l'agroforesterie, on nous a pris pour des farfelus : la première exploitation était constituée de terres lessivées entre autres par les modes de culture, un fort taux de nitrates était constaté au captage d'eau potable. Une fois l'agroforesterie implantée, nous sommes revenus au bout de trois ans à un niveau acceptable pour la qualité de l'eau. Il faut former pour apprendre à faire autrement et de façon plus durable ou plus respectueuse de la santé et de l'environnement. Il faut donner envie, convaincre, expérimenter. C'est ainsi que de nouvelles communes nous ont rejoint lors de notre seconde charte.

***Propos recueillis par
Philippe Antoine***



Photoreportage – juin 2023
1923 – 2023 : la CFDT Île-de-France a 100 ans.
Un syndicalisme engagé et solidaire.

PHOTOREPORTAGE

